

Audience publique du 22 août 2007

Recours formé par

Monsieur ..., ...

contre

une décision du **directeur de l'administration des
Contributions directes**

en matière d'impôt sur le revenu

Vu la requête inscrite sous le numéro 22302 du rôle et déposée le 15 décembre 2006 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 12 septembre 2006 (n° C 13140 du rôle) portant rejet de sa réclamation contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2004, émis le 8 septembre 2005 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 15 mars 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Monsieur ... en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en sa plaidoirie.

Dans le cadre de sa déclaration de l'impôt sur le revenu pour l'année 2004, Monsieur ..., préqualifié, déclara une prime de 5.688,30 € payée au titre d'une assurance-décès auprès de la société X. S.A., tout en demandant pour cette prime l'application du plafond de déduction majoré pour assurances solde restant dû en relation avec l'acquisition ou la construction d'une habitation personnelle.

A travers le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2004, émis le 8 septembre 2005, le bureau d'imposition Mersch de la section personnes physiques du service

d'imposition de l'administration des Contributions directes refusa d'appliquer à cette prime le plafond majoré sollicité par Monsieur ... et l'inclut dans le plafond général applicable aux primes d'assurances, le motif avancé à l'appui de cette décision étant que « *la prime ne correspond pas au règlement grand-ducal du 07/03/1969* ».

Par courrier du 22 octobre 2005, Monsieur ... introduisit devant le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « directeur », une réclamation contre ce bulletin d'impôt.

Suivant une décision du 12 septembre 2006 (n° C 13140 du rôle), le directeur rejeta cette réclamation comme non fondée aux motifs énoncés comme suit :

« Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit (§ 238 AO) dans les forme (§ 249 AO) et délai (§ 228 AO) de la loi ; qu'elle est partant recevable ;

Considérant que le réclamant fait grief au bureau d'imposition de ne pas avoir majoré, en présence d'une prime unique, le plafond des primes déductibles à titre de dépenses spéciales par application de l'article 111 alinéa 8 n^{os} 1 et 2 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) ainsi que de l'article 3 du règlement grand-ducal du 7 mars 1969 portant exécution du prédit article ;

Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause, sans égard aux conclusions et moyens du requérant, la loi d'impôt étant d'ordre public (décision C 7640 du 9.9.1991) ;

Qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé (décision C 7444 du 21.5.1993) ;

Qu'en l'espèce la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique ;

Considérant que le réclamant avait contracté un prêt auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat pour financer l'acquisition de la maison destinée pour ses besoins personnels d'habitation depuis 1998, lequel présentait un solde redû de 114.901,58 euros au 1^{er} janvier de l'année litigieuse ;

Qu'en date du 24 novembre 2004, le réclamant et son épouse ont conclu un contrat au titre d'une assurance-décès à capital décroissant et souscrite en vue d'assurer le remboursement d'un capital de 100.000 euros, moyennant paiement d'une prime unique de 5.688,30 euros ;

Que le réclamant confirme qu'au cours de l'année litigieuse, le prêt qui a fait l'objet du contrat d'assurance solde restant dû litigieux, signé le 24 novembre 2004, a été remboursé intégralement ; que l'objet de l'assurance, à savoir la garantie, sur une durée de 20 ans, du solde d'un capital restant dû, en relation avec l'acquisition ou la construction, pour les besoins personnels d'habitation, d'un immeuble envers le bénéficiaire, en l'occurrence la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat et ouvrant droit à la majoration du plafond des primes déductibles à titre de dépenses spéciales, devient obsolète ;

Considérant également qu'il a joint, en annexe à sa requête des copies de plans de sa résidence principale, illustrant qu'il entend agrandir considérablement la construction existante, financée à l'aide d'un prêt contracté auprès du même établissement bancaire ; qu'au libellé du contrat d'assurance litigieux, une partie de ce nouveau capital profite des garanties y formulées ;

Que les dispositions de l'article 3 alinéa 3 lettre b du règlement grand-ducal du 7 mars 1969 portant exécution de l'article 111 alinéa 8 n^{os} 1 et 2 L.I.R., se réfèrent exclusivement à l'acquisition ou la construction, pour les besoins personnels d'habitation, d'une maison ou d'un appartement dans une maison en copropriété divise, sans énumérer les transformations, réparations, rénovations ou agrandissements dans une maison acquise antérieurement, au titre desquels une majoration du plafond est donc exclue ;

Considérant que le bureau d'imposition a fait une juste application de la loi en refusant la majoration du plafond des primes déductibles à titre de dépenses spéciales et en déduisant ladite assurance dans le cadre du plafond normal pour dépenses spéciales ;

Considérant que pour le surplus l'imposition est conforme à la loi et aux faits de la cause et n'est d'ailleurs pas contestée ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 15 décembre 2006, Monsieur ... a fait introduire un recours contentieux à l'encontre de cette décision directoriale du 12 septembre 2006.

Dans les hypothèses où le législateur a admis la recevabilité des recours introduits par les justiciables particuliers agissant par eux-mêmes, les termes y visés sont à apprécier dans la mesure du possible de façon à dégager le sens dont l'expression a été souhaitée par son auteur, plutôt que de s'attacher au sens littéral des mots employés, le tout au bénéfice de considérations d'effet utile (cf. trib. adm. 9 février 1999, n° 10771 du rôle, Pas. adm. 2006, V° Impôts, n° 470). En outre, lorsque la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il y a lieu d'admettre que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi (cf. trib. adm. 18 janvier 1999, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2006, V° Impôts n° 455).

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé par un contribuable contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation de sa part contre un bulletin de l'impôt sur le revenu.

A la lumière des développements qui précèdent, il y a partant lieu d'admettre que le recours sous analyse est dirigé contre la décision directoriale précitée du 12 septembre 2006 et qu'il tend à la réformation de cette décision à travers la demande d'admettre la déduction de la prime en cause par application du plafond majoré applicable aux assurances solde restant dû en relation avec l'acquisition ou la construction de l'habitation personnelle du contribuable.

Dans la mesure où ce recours a par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur expose qu'il aurait conclu ensemble avec son épouse le 24 novembre 2004 un contrat d'assurance-décès à capital décroissant et à prime unique à hauteur de 5.688,30 € afin de garantir le solde restant dû à ce moment du chef d'un emprunt par lui contracté auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (B.) en l'année 1998 pour l'acquisition de sa maison d'habitation personnelle sise à Mersch, 5, Lohrberg. Il continue que suite à « *un examen détaillé des conditions de prêt et de remboursement* », il aurait remboursé cet emprunt en décembre 2004. Par contre, il aurait contracté avec son

épouse le 6 décembre 2004 un nouvel emprunt auprès de la B. pour un montant de 450.200 € et remboursé l'ancien emprunt avec le nouveau capital mis à sa disposition.

Le demandeur expose qu'il aurait obtenu le 24 octobre 2005 l'autorisation de construire pour adjoindre à sa maison d'habitation existante un immeuble accolé avec un logement entièrement séparé, sauf à partager un hall d'entrée commun avec son logement actuel, que ce nouveau logement serait destiné à lui servir de future habitation principale et qu'il aurait demandé auprès de la commune le remorcellement de son terrain afin de créer une parcelle cadastrale séparée abritant son logement actuel.

Il a encore versé en cause des pièces dont il ressort qu'il s'est fait consentir suivant courrier de la B. du 18 octobre 2005 un nouvel emprunt à hauteur de 100.000 € dont le remboursement sera assuré en juin 2011 au moment de l'attribution du montant de 100.000 € en vertu d'un contrat d'épargne-logement existant conclu auprès de la caisse d'épargne-logement H. et que le demandeur a signé le 18 octobre 2005 une déclaration de cession de ses droits résultant de ce contrat d'épargne-logement en faveur de la B. en vue du remboursement de l'emprunt susvisé de 100.000 € contracté auprès de la B.. Il ressort encore d'un certificat émis le 2 mai 2006 par la compagnie d'assurances X. S.A. que le contrat d'assurance-décès à prime unique en cause « *est toujours en vigueur à la date de ce jour* ».

Le demandeur argue sur base de ces éléments que l'allégation faite par le directeur dans sa décision entreprise du 12 septembre 2006 relative au caractère obsolète du contrat d'assurance-décès serait donc erronée au motif d'abord que le premier emprunt était encore en cours au moment de la souscription du contrat d'assurance-décès et ensuite que le nouvel emprunt remplacerait le premier et répondrait pareillement aux conditions pour bénéficier du plafond de déduction majoré.

Aux termes de l'article 3 (1) du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 1969 portant exécution de l'article 111 alinéa 8, numéros 1 et 2 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, ci-après désigné par le « *règlement grand-ducal du 7 mars 1969* », « *lorsqu'un contribuable fait état, soit exclusivement, soit ensemble avec d'autres primes et cotisations visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 111 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, du versement d'une prime unique au titre d'une assurance temporaire au décès à capital décroissant, souscrite en vue d'assurer le remboursement d'un prêt consenti pour l'acquisition d'un bien au sens de l'alinéa 3, le plafond des primes déductibles à titre de dépenses spéciales fixé à l'alinéa 5 de l'article 111 est majoré du montant de la prime unique, sans que cette majoration puisse dépasser trois mille euros augmentés de six cent soixante-douze euros pour chaque enfant qui, en vertu de l'article 123 de la prédite loi, entre en ligne de compte pour la détermination de la cote d'impôt du contribuable* ». Le paragraphe (3) du même article définit comme acquisition d'un bien sous son point b) « *l'acquisition ou la construction, pour les besoins personnels d'habitation, d'une maison ou d'un appartement dans une maison en copropriété divise* ».

Dans un premier ordre d'idées, le demandeur fait valoir en substance que l'emprunt contracté en 1998 et garanti par le contrat d'assurance-décès du 24 novembre 2004 aurait été remboursé après cette date et avant la fin de l'année 2004 au moyen d'un nouvel emprunt à hauteur de 450.200 € contracté le 6 décembre 2004.

Il est vrai qu'aucune disposition du règlement grand-ducal du 7 mars 1969 ne s'oppose à ce que le contribuable fasse valoir une prime unique d'une assurance-décès versée pendant une année déterminée pour garantir un prêt ou partie d'un prêt contracté antérieurement et qui répond aux exigences d'affectation dudit règlement grand-ducal, tout comme le contribuable peut contracter un nouvel emprunt pour rembourser un ancien

emprunt qui suffisait aux exigences d'utilisation du règlement grand-ducal du 7 mars 1969 et conclure une assurance solde restant dû pour garantir ce nouvel emprunt et dont la prime unique pourra rentrer dans le plafond majoré de déduction dans la mesure de l'affectation du nouvel emprunt à ces fins.

Or, en l'espèce, si le demandeur a certes affirmé au cours de la procédure contentieuse la réalité du remboursement de l'ancien emprunt de 1998 par une partie du capital de celui contracté le 6 décembre 2004 et s'il a soumis le contrat de prêt relatif à ce dernier emprunt, il n'en reste pas moins que, même sur demande afférente du tribunal formulée à l'audience des plaidoiries, le demandeur n'a versé en cause aucune pièce qui documenterait la réalité du transfert de fonds direct ou indirect à partir du compte courant du nouvel emprunt vers celui de l'ancien emprunt. En outre, le tribunal est amené à constater que cette présentation des faits est en opposition flagrante avec celle se dégageant d'un courrier adressé le 27 avril 2006 par le demandeur au directeur et suivant lequel « *l'assurance solde restant dû, souscrite en 2004, l'a été pour couvrir €100.000,- d'un prêt contracté en vue de l'achat de notre habitation principale* » et « *le prêt contracté ultérieurement (portant sur €450.000,-) l'a été pour financer la construction d'un autre logement (que l'existant) qui servira d'habitation principale par après* », de manière qu'aucun remboursement opéré sur une partie du « *prêt contracté ultérieurement* » n'a été allégué à cette occasion par le demandeur. C'est partant à bon droit que le directeur a considéré l'assurance-décès en cause comme « *obsolète* » dans la mesure où elle tendait à garantir le remboursement de l'emprunt contracté en l'année 1998.

Il s'ensuit que l'argumentation du demandeur tenant à ce prétendu remboursement est à rejeter.

C'est encore à bon droit que le délégué du gouvernement conclut à l'absence d'une preuve d'une relation de l'assurance-décès en cause avec l'emprunt à hauteur de 100.000 € conclu par le demandeur en octobre 2005.

Cependant, le demandeur affirme sans être contredit à cet égard que l'emprunt de 450.200 € contracté le 6 décembre 2004 aurait servi au financement de la construction d'une nouvelle habitation accolée à son habitation existante et qui lui servirait dans le futur d'habitation principale. Il y a lieu d'ajouter que suivant un certificat de la compagnie d'assurances X. S.A. du 2 mai 2006 le contrat d'assurance-vie litigieux serait toujours en vigueur et qu'aucun rachat n'aurait été demandé. En outre, le directeur a retenu lui-même dans sa décision entreprise du 12 septembre 2006 qu'« *au libellé du contrat d'assurance litigieux, une partie de ce nouveau capital profite des garanties y formulées* ». Il résulte de ces éléments que le contrat d'assurance-décès litigieux couvre dès lors, suite au remboursement de l'emprunt contracté en l'année 1998, à concurrence de 100.000 €, une partie du nouveau prêt de 450.000 € destiné à financer la construction de l'immeuble accolé à la maison d'habitation actuelle du demandeur.

Tant le bureau d'imposition Mersch que le directeur ont cependant refusé l'application du plafond majoré prévu par le règlement grand-ducal du 7 mars 1969 à ce titre au motif que les travaux de construction entrepris par le demandeur s'analyseraient en des travaux de transformation ou d'agrandissement d'une maison d'habitation existante et non pas en la construction d'une maison.

Or, il ressort des plans faisant partie de l'autorisation de construire n° 138105 du bourgmestre de la commune de Mersch du 24 octobre 2005 que le nouvel immeuble accolé à la maison existante du demandeur comportera un logement entièrement autonome au niveau du rez-de-chaussée, un premier étage non encore aménagé et au sous-sol une installation de chauffage et des garages propres à ce logement. En outre, la maison existante et le nouvel

immeuble seront, d'après les plans soumis à autorisation, entièrement séparés et non pas communicants, sauf à partager un nouveau hall d'entrée commun au niveau du rez-de-chaussée intégré dans le nouvel immeuble, l'entrée de la maison existante étant supprimée en conséquence.

Au vu de ces éléments, les travaux de construction ne peuvent pas être qualifiés de transformation ou d'agrandissement de la maison existante, mais doivent être qualifiés de construction d'une maison d'habitation nouvelle.

En outre, le demandeur affirme sans être contredit à cet égard qu'il aurait entamé auprès de la commune la procédure de remorcellement du terrain pour créer une parcelle séparée abritant la maison existante et qu'il entendrait déménager dans le nouvel immeuble pour en faire sa résidence principale.

En considération de l'ensemble de ces éléments, il y a lieu de conclure que le contrat d'assurance-décès litigieux sert à garantir le remboursement partiel de l'emprunt de 450.200 € contracté le 6 décembre 2004 par le demandeur pour financer la construction de sa future maison d'habitation personnelle accolée à sa maison existante. Par voie de conséquence, la prime unique payée par le demandeur durant l'année 2004 du chef de ce contrat d'assurance suffit aux exigences du règlement grand-ducal du 7 mars 1969 et le recours tendant à l'application de la majoration du plafond de déduction de primes d'assurances prévue par l'article 3 dudit règlement grand-ducal est partant justifié, de manière que la décision directoriale encourt la réformation en ce sens.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit le recours en réformation en la forme,

au fond, le déclare justifié,

partant, par réformation de la décision directoriale du 12 septembre 2006 (n° 13140 du rôle), dit que la prime unique payée par le demandeur durant l'année 2004 du chef du contrat d'assurance-décès conclu le 24 novembre 2004 suffit aux exigences du règlement grand-ducal du 7 mars 1969 prévisé et que la majoration du plafond de déduction de primes d'assurances prévue par l'article 3 dudit règlement grand-ducal est applicable au demandeur,

renvoie l'affaire devant le directeur pour exécution,

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHOCKWEILER, premier vice-président,

M. SCHROEDER, premier juge,

M. SPIELMANN, premier juge,

et lu à l'audience publique du 22 août 2007 par le premier vice-président en présence de Mme WILTZIUS, greffier de la Cour administrative, greffier assumé.

s. WILTZIUS

s. SCHOCKWEILER